

## **FIDUCIAL REAL ESTATE**

Société Anonyme au capital de 25 000 000 €

Siège social : 41 Rue du capitaine GUYNEMER - 92925 LA DEFENSE CEDEX

R.C.S : NANTERRE N° 955 510 599

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels**

---

**Exercice clos le 30 Septembre 2020**

**Cabinet ESCOFFIER**  
40 rue Laure Diebold  
69009 LYON

**Cabinet BOREL et ASSOCIES**  
Immeuble ODIN- 17 rue Louis Guérin  
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de LYON

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Septembre 2020

A l'assemblée générale de la société FIDUCIAL REAL ESTATE,

### 1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **FIDUCIAL REAL ESTATE** relatifs à l'exercice clos le **30 Septembre 2020**, établis en milliers d'euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 janvier 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### 2. FONDEMENT DE L'OPINION

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) N°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

- **Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes « 4.3.1 - Faits caractéristiques de l'exercice » et « 13 - Evénements postérieurs à la clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant la crise sanitaire liée au Covid-19.

### 3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Titres de participations**

**Risques identifiés**

Les titres de participations détenus par votre société et figurant dans les comptes annuels clos au 30 Septembre 2020 s'élèvent à 17 816 K€.

A leur date d'entrée, les titres de participations sont comptabilisés au coût d'acquisition. Le cas échéant, ils sont dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire.

Comme indiqué dans la note « 4.3.2 - Règles et méthodes comptables » de l'annexe comptable, « la valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, ainsi que des perspectives de résultats de la société concernée ».

L'estimation de cette valeur d'utilité des titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent correspondre à des éléments historiques tels que les capitaux propres ou à des perspectives de résultats.

L'environnement économique dans lequel évoluent certaines filiales, peut entraîner une dégradation de leurs résultats. Dans ce contexte, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des produits financiers attachés, constituait un point clé d'audit.

**Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés**

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été fournies, nos travaux ont principalement consisté à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés.

Nos travaux ont notamment consisté à vérifier, que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités concernées et que les ajustements éventuels opérés au titre des plus ou moins-values latentes, sont fondés sur une documentation probante.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participations, nos travaux ont également consisté à valider la comptabilisation des produits financiers attachés.

Nous avons contrôlé que les notes « 4.3.2 - Règles et méthodes comptables » et « 4.4 Note 9 - Informations sur les filiales et participations », dispensaient une information financière appropriée dans l'annexe comptable.

- **Avances en comptes courants**

**Risques identifiés**

Les avances en comptes courants réalisées par votre société à ses filiales sont très significatives.

Comme indiqué dans la note « 4.3.2 - Règles et méthodes comptables » de l'annexe comptable, « les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité ».

Compte tenu des montants très significatifs des avances en comptes courants consenties par votre société, nous avons considéré que leur évaluation était un point clé d'audit.

**Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés**

Nous avons notamment validé les réciprocity des avances en comptes courants réalisées par votre société ainsi que les rémunérations servies à ce titre au cours de l'exercice.

Nous avons également apprécié le caractère recouvrable de ces avances faites au profit de chaque entité. Nous avons contrôlé que les notes « 4.3.2 - Règles et méthodes comptables », et « 4.4 Note 8 - Eléments relevant de plusieurs postes de bilan », dispensaient une information financière appropriée dans l'annexe comptable.

#### **4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 28 janvier 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

##### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

##### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **5. INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

- ***Désignation des Commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société FIDUCIAL REAL ESTATE par l'assemblée générale du 30 Mai 1994 pour le Cabinet BOREL ET ASSOCIES ainsi que pour le Cabinet ESCOFFIER.

Au 30 Septembre 2020, le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et le Cabinet ESCOFFIER étaient dans la 27<sup>ème</sup> année de leur mission sans interruption. Les titres de la société étaient déjà admis aux négociations sur un marché réglementé lors de leurs prises de fonctions.

## **6. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

## **7. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

### **• Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

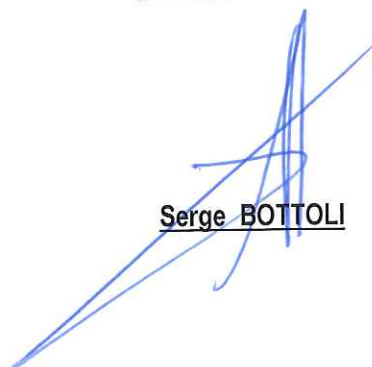
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 29 Janvier 2021

**Les Commissaires aux Comptes inscrits**

**Cabinet ESCOFFIER**



**Serge BOTTOLI**

**Cabinet BOREL et ASSOCIES**



**Olivier DURAND**



## 4-1 : Bilan (en Milliers d'euros)

ACTIF	Notes	30.09.2020			30.09.2019
		Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>		-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>		-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>		-	-	-	-
Autres participations	1	17 816	-	17 816	17 846
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Autres immobilisations financières	1	5	-	5	5
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>17 821</b>	<b>-</b>	<b>17 821</b>	<b>17 851</b>
Autres créances	2	64 951	-	64 951	60 556
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3	21 943	-	21 943	21 839
Charges constatées d'avance	4	21	-	21	21
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>86 915</b>		<b>86 915</b>	<b>82 416</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>104 736</b>		<b>104 736</b>	<b>100 267</b>

PASSIF	Notes	30.09.2020	30.09.2019
Capital social	5	25 000	25 000
Primes d'émission			
Réserve légale		2 500	2 500
Autres réserves			
Report à nouveau		29 680	21 144
Résultat		4 490	8 536
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>61 670</b>	<b>57 180</b>
Provisions pour risques et charges		311	650
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>311</b>	<b>650</b>
Dettes financières diverses		-	-
Concours bancaires courants	2	7 999	8 006
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2	113	128
Dettes fiscales et sociales		-	-
Autres dettes	2	34 643	34 303
<b>DETTES</b>		<b>42 755</b>	<b>42 437</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>104 736</b>	<b>100 267</b>

## 4-2 : Compte de résultat (en Milliers d'euros)

(En milliers d'€uros)	Notes	30.09.2020	30.09.2019
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		-	-
Autres achats et charges externes		271	285
Impôts, taxes et versements assimilés		2	2
Dotation d'exploitation		-	-
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		273	287
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		-273	-287
Produits financiers de participations		4 465	8 513
Autres intérêts et produits assimilés		583	804
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	6	5 048	9 317
Intérêts et charges assimilées		298	493
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	6	298	493
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	6	4 750	8 823
<b>RÉSULTAT COURANT</b>		4 477	8 536
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations de capital		43	-
Reprises Provisions dépréciation		338	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	7	381	-
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		338	
Dotations exceptionnelles aux amort., dépréciations et prov.		30	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	7	368	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	7	13	-
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		4 490	8 536



## 4-3 : Annexe aux comptes annuels

### 4.3.1 - Faits caractéristiques de l'exercice

La crise sanitaire liée au COVID-19 n'a pas eu d'impact sur les activités de holding de la société.

Dans le contexte naissant de la crise COVID de l'année 2020, la distribution de dividendes prévue au titre de l'exercice 2019 soit initialement 2 € par titre pour un montant de 4 828 000 € n'a pas été validée par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 31 mars 2020.

### 4.3.2 - Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### • Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

##### **Titres de participations :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Elle est éventuellement complétée par une provision pour risque dans le cas où la valeur d'inventaire serait négative.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, et des perspectives de résultats de la société concernée.

##### **Créances :**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité.

##### **Valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 4-4 : Notes explicatives sur les états financiers (en Milliers d'euros)

### Note 1 - Immobilisations financières

Valeurs brutes	30.09.2019	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	30.09.2020
Participations	17 846	-	30	-	17 816
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Autres immob. financières	5	-	-	-	5
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>17 851</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>17 821</b>
Dépréciations cumulées	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>17 851</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>17 821</b>

### Note 2 - Échéance des créances et des dettes

État des créances	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
Autres immobilisations financières	5	-	5
Autres créances clients	-	-	-
Créances fiscales et sociales	3	3	-
Autres créances	64 948	64 948	-
Charges constatées d'avance	21	21	-
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>64 977</b>	<b>64 972</b>	<b>5</b>

État des dettes	Montant brut	À 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	À plus de 5 ans
Concours bancaires courants	7 999	7 999	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	113	113	-	-
Dettes fiscales	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	34 643	34 643	-	-
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>42 755</b>	<b>42 755</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### Note 3 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 21 943 K€ dont 23 K€ de disponibilités et 21 920 K€ de comptes à terme. La société ne détient aucun placement représentant un risque en capital.

### Note 4 - Produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	Factures à recevoir	Avoir à recevoir	Charges constatées d'avance	Charges à payer	Produits à recevoir
Honoraires	90	-	16	-	-
Publications, annonces et insertions	11	-	3	-	-
Frais bancaires	4	-	-	-	-
Impôts et taxes	-	-	-	-	3
Cotisations	-	-	2	-	-
Intérêts et charges financières assimilées	-	-	-	-	-
Produits financiers	-	-	-	-	166
<b>TOTAL</b>	<b>105</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>169</b>



**Note 5 - Capital**

Au 30 septembre 2020, le capital social est de 25 000 000 €. Il est divisé en 2 414 000 actions ordinaires de même catégorie, entièrement libérées, émises au pair.

**Note 6 - Résultat financier**

Le résultat financier s'élevant à 4 750 K€ est principalement composé des dividendes reçus des filiales.

**Note 7 - Résultat exceptionnel**

(En milliers d'euros)	30.09.2020	30.09.2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations de capital	43	
Reprises Provisions dépréciation	338	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>381</b>	<b>0</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	338	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	30	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>368</b>	<b>0</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>13</b>	<b>0</b>

**Note 8 - Éléments relevant de plusieurs postes du bilan**

Postes	Montant concernant les entreprises liées (en K€)
Participations	17 816
Autres titres immobilisés	-
Autres immobilisations financières	5
Autres créances	64 948
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Dettes sur immobilisations	-
Autres dettes	34 643
Produits de participations	4 465
Autres produits financiers	383
Charges financières	298

**Note 9 - Informations sur les filiales et participations (En euros)**

Sociétés détenues	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue	Valeur comptable	Résultat exercice	C.A. H.T. exercice
Filiales à plus de 50 %						
ESCURIAL S.A.S	16 500 000	56 693 667	100 %	16 649 475	12 019 511	1 717 370
IMMOCIAL S.A.S	100 000	2 345 371	100 %	100 000	1 132 832	773 056
FIDUCIAL ASSET MANAGEMENT S.A.S	1 000 000	12 112 641	100 %	1 000 000	3 047 198	-

## 4-5 : Autres informations

### Note 10 - Effectif

La Société FIDUCIAL REAL ESTATE n'emploie aucun salarié.

### Note 11 - Intégration fiscale

La société FIDUCIAL REAL ESTATE bénéficie du régime d'intégration fiscale.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt ou le cas échéant l'économie d'impôt (déficits fiscaux reportables, ...) résultant de ce régime incombe à la société tête de Groupe d'intégration.

Aucun impôt ne figure donc dans les états financiers au 30.09.2020.

### Note 12 - Engagements financiers

(En milliers d'euros)	30.09.2020	30.09.2019
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
Avals, cautions	138 646	152 973

### Note 13 - Evènements postérieurs à la clôture

Notre société est confrontée depuis novembre 2020 au reconfinement en lien avec la 2<sup>ème</sup> vague de la crise sanitaire.

Toutefois, sauf en cas d'un confinement exceptionnellement long et d'une forte aggravation de la situation économique sur 2021, notre société devrait toutefois continuer à faire preuve d'une résilience importante.

## 4-6 : Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices (chiffres en euros)

Date d'arrêté Durée de l'exercice	30.09.2020 12 mois	30.09.2019 12 mois	30.09.2018 12 mois	30.09.2017 12 mois	30.09.2016 12 mois
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	2 414 000	2 414 000	2 414 000	2 414 000	2 414 000
- à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion obligatoire	-	-	-	-	-
- par droit de souscription	-	-	-	-	-
<b>OPÉRATIONS et RÉSULTATS</b>					
Chiffre d'affaires H.T.	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts, participation, dotations amort. et provisions	4 151 277	8 535 961	8 576 246	4 859 115	2 308 327
Impôts sur les bénéfices	0	25	-530	535	0
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Dotations amort. et provisions	338 572	-	-	450 909	-184 108
Résultat net	4 489 848	8 535 936	8 576 776	5 310 559	2 124 219
Résultat distribué	4 828 000 <sup>(1)</sup>	-	4 586 600	4 103 800	3 983 100
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation, avant dotations amort. et provisions	1,72	3,54	3,55	2,01	0,96
Résultat après impôts, participation, dotations amort. et provisions	1,86	3,54	3,55	2,20	0,88
Dividende attribué	2,00 <sup>(1)</sup>	-	1,90	1,70	1,65
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	-	-	-	-	-
Masse salariale	-	-	-	-	-
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité soc., œuvres sociales, ..)	-	-	-	-	-

(1) Montant proposé à l'A.G.O. sous réserve d'absence, à la date de l'assemblée générale, de nouvelles mesures plaçant cette distribution sous contrainte.